

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm  
N°106 – Semaine du 3 novembre 2025

### LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Compétitivité des pays nordiques dans le

# TOP 10 mondial

Ce classement du cabinet de conseil stratégique et financier Eight Advisory évalue la compétitivité de 58 pays selon quatre facteurs : économie, cohésion sociale, enseignement, soutenabilité environnementale. La Suède est classée 2<sup>ème</sup> juste après la Suisse, la Norvège 3<sup>ème</sup>, la Finlande 4<sup>ème</sup> et le Danemark 5<sup>ème</sup> (l'Islande est quant à elle 9<sup>ème</sup>).

Source: [Eight Advisory, Competitiveness report, 2025](#)

## Pays nordiques

**Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays nordiques réunis à Stockholm dans le cadre du Conseil nordique en présence de la présidente de la Commission européenne.** Le 28 octobre, les chefs d'État du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège, de la Suède ainsi que les dirigeants des territoires autonomes nordiques (Îles Féroé, Groenland et Åland) se sont réunis pour la 77<sup>ème</sup> session annuelle du Conseil nordique des ministres au Parlement suédois (*Riksdag*). Au cours de cette réunion, les dirigeants nordiques ont insisté sur la nécessité de renforcer leur compétitivité et la sécurité de leurs approvisionnements stratégiques. La présidente de la Commission européenne,

Ursula von der Leyen, qui a participé à cette réunion du Conseil nordique, a notamment salué la préparation avancée dans ces domaines de la zone nordique, la qualifiant d'« étoile polaire de l'Europe ».

**Les pays nordiques vont acheter collectivement des drones militaires.** La Finlande, la Suède, la Norvège et le Danemark se sont mis d'accord à Helsinki sur l'acquisition de véhicules aériens sans pilote (UAV) mais aussi sur la recherche, le développement et la standardisation des technologies de drones au sein des forces armées des quatre pays. Le ministre finlandais de la Défense, Antti Häkkinen, a souligné les avantages d'un achat collectif et la rapidité des progrès technologiques réalisés dans le secteur des drones.

# Danemark

**Le budget danois 2026, conclu entre le gouvernement et le parti conservateur, prévoit une série de baisses d'impôts et de mesures sociales ciblées.** Il inclut la réduction de la

taxe sur l'électricité, la suppression des taxes sur le café et le chocolat, ainsi que le report de la hausse des taxes sur les véhicules électriques. L'accord prévoit également le renforcement du crédit d'impôt pour les seniors, l'amélioration des soins aux personnes âgées ainsi que l'élargissement des droits sociaux (notamment un congé de deuil de 12 semaines) et consacre 1,6 Md DKK (214,2 M€) à la petite enfance. Des financements sont prévus pour la protection contre les conséquences du réchauffement climatique, la défense civile (500 M DKK par an, soit 67M€) et la culture (140 M DKK par an, soit 18,8M€ avec la suppression de la TVA sur les livres), ainsi qu'un soutien à diverses initiatives locales.

**Le Danemark investira plus de 19 Mds DKK, soit 2,5 Mds €, dans la recherche et l'innovation entre 2026 et 2029.** Ces fonds seront en partie

alloués à la sécurité, aux technologies critiques et à la défense (6,9 Mds DKK), à la transition écologique (6 Mds DKK), au financement libre des universités (3,8 Mds DKK), et à la santé et aux sciences de la vie (3 Mds DKK). L'objectif est de passer d'un modèle à court terme avec une discussion annuelle à une planification sur quatre ans et d'ainsi assurer la sécurité, la compétitivité et la résilience du Royaume à long terme.

**Le chômage au Danemark a légèrement augmenté en octobre 2025, avec 1 000 personnes supplémentaires sans emploi.** Le

nombre total de chômeurs est ainsi porté à environ 88 300, soit un taux de 2,9 % de la population active (le nombre de chômeurs de longue durée – soit les personnes sans emploi depuis au moins 52 semaines consécutives – atteignait, pour sa part, 9 788 en mai 2025 selon *Danmarks Statistik*). Selon l'Agence danoise pour le marché du travail et le recrutement, cette hausse, la plus forte depuis janvier 2023, s'explique principalement par une baisse de la demande de main-d'œuvre. L'économiste Kristian Skriver (*Dansk Industri*) ajoute que, malgré la création continue d'emplois, la croissance de l'emploi ralentit, et

cette tendance devrait se poursuivre dans les prochains mois. Selon les chiffres d'*Eurostat*, qui reposent sur une méthodologie harmonisée permettant les comparaisons internationales, le chômage s'établit à 6,2% en 2024.

**Le 21 octobre, Novo Nordisk a annoncé la démission de plusieurs membres de son conseil d'administration.** Le Président Helge

Lund, le vice-président Henrik Poulsen ainsi que cinq membres non exécutifs du conseil d'administration démissionneront lors d'une assemblée générale extraordinaire prévue le 14 novembre. Cette décision fait suite à un désaccord entre le conseil d'administration et la *Fondation Novo Nordisk*, son actionnaire principal, qui détient 77% des voix et 28% du capital. La nouvelle s'inscrit dans un contexte marqué par une pression persistante sur les performances commerciales du groupe dans les traitements contre l'obésité et le diabète, une concurrence accrue et des résultats boursiers en recul.

**Le Danemark a accordé à la compagnie aérienne Norwegian une subvention d'environ 268 M DKK, soit 36 M €, pour la ligne Copenhague–Aalborg.** Entre mars 2026

et décembre 2027, la compagnie aérienne devra utiliser au moins 40 % de carburant d'aviation durable (SAF) sur cette ligne, ce qui devrait permettre d'éviter environ 6 700 tonnes de CO<sub>2</sub>, pour un coût d'abattement estimé à 8 700 DKK (1 165€) par tonne. Ce dispositif remplace le projet précédent, qui prévoyait une liaison 100 % SAF dès 2025, abandonné en raison de contraintes d'approvisionnement, de certification et de coûts. Il reflète une approche plus graduelle du déploiement du SAF dans l'aviation danoise.

**Vestas suspend son projet de nouvelle usine à Szczecin, en Pologne, initialement prévue pour 2026.** L'usine devait fournir les futurs parcs

éoliens en mer Baltique ainsi que d'autres projets en Europe et créer plus de 1 000 emplois directs. La suspension est due à une demande inférieure aux prévisions pour l'éolien offshore en Europe, selon un communiqué de l'entreprise.

# Finlande

## La France et la Finlande renforcent leur coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire.

La ministre de l'environnement finlandaise Sari Multala et le ministre de l'économie français Roland Lescure ont signé le 20 octobre une déclaration d'intention pour la coopération à long terme entre la France et la Finlande dans le domaine de l'énergie nucléaire. Cette déclaration d'intention met en exergue la coopération pour la construction de réacteurs nucléaires, la sécurité de l'approvisionnement et l'élaboration de solutions sûres pour la gestion des déchets nucléaires.

## Croissance du PIB finlandais de 2,0% en 2026.

Selon la banque OP, le PIB finlandais devrait connaître une croissance de 1,6% en 2027. Cette prévision est supérieure à celle publiée par d'autres acteurs économiques (1,4% pour le ministère des finances en septembre et 1,3% selon la Banque de Finlande). La banque justifie ce chiffre par la diminution de l'incertitude liée aux tarifs douaniers américains. Les investissements devraient augmenter au cours de l'année prochaine, en même temps que le taux d'épargne diminuera, ce qui devrait renforcer la consommation.

## La contribution au budget de l'Union européenne a coûté 55€ par Finlandais en 2024.

Selon les données de la Commission européenne, la Finlande est l'un des 9 pays de l'UE à avoir un solde de participation négatif. Ce solde a largement diminué par rapport à 2023, où la contribution nette s'élevait à 840 M€, contre 310 M€ cette année. La contribution de la Finlande au titre de son appartenance à l'Union européenne augmentera de 500 M€ en 2026.

## L'indice boursier finlandais a atteint son niveau le plus haut depuis plus de 3 ans.

L'indice OMX Helsinki 25 a connu une augmentation de 24% sur les 6 derniers mois. L'indice prenant en compte toutes les entreprises cotées a également augmenté de 18% sur la même période.

## L'opérateur de télécommunications Elisa devrait licencier 400 personnes.

L'entreprise compte 4 700 employés en Finlande. Il s'agit de la principale entreprise de télécommunication finlandaise, avec une part de marché de 36% en 2022. Avec cette vague de licenciements, elle espère économiser environ 40 M€ par an.

## Nvidia a annoncé investir 1 Md\$ (860 M€) dans Nokia.

Cet investissement de l'entreprise américaine cible le marché des réseaux mobiles basés sur l'IA et les réseaux de centres de données. Nvidia deviendra actionnaire à hauteur de 2,9% de Nokia, soit le 2ème actionnaire derrière Solidium (5,9%), la société d'investissement de l'État finlandais. Suite à l'annonce de la transaction, le cours de l'action de Nokia a augmenté de 21% pour passer à 6,5 € (la transaction a été faite à un prix de 6€ par action). Le prix de l'action de Nokia n'avait pas atteint ce niveau depuis 2016.

# Islande

## La Cour suprême islandaise déclare illégales certaines pratiques de crédit proposées par les trois principales banques du pays.

Par un arrêt du 15 octobre 2025, la Cour Suprême islandaise a déclaré illégales certaines pratiques bancaires concernant des prêts immobiliers à taux variables mais non-indexés. Les banques *Islandsbanki*, *Landsbankinn* et *Arion Bank* sont concernées et rapportent s'attendre à un impact économique minimal, de l'ordre d'1 Md ISK (7 M€). Un certain degré d'incertitude demeure quant à l'impact exact de cette décision de justice et des modalités de réajustement qui seront proposées aux clients concernés.

## 50 000 participants rassemblés à Reykjavik pour la journée de grève des femmes.

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la journée de la grève des femmes en Islande le 24 octobre 1975, les femmes islandaises ont suivi un mouvement de grève étendu à l'ensemble du pays et visant à démontrer l'importance des femmes sur le marché du travail et à sensibiliser quant à la condition féminine. Le mouvement était généralisé dans l'ensemble du pays, avec 50 000 personnes rassemblées à Reykjavik.

## Le chômage islandais à 3,2% en septembre 2025.

D'après *Statistics Iceland*, le taux de chômage islandais était de 3,2% au mois de septembre 2025, un chiffre en baisse de 1,3 point de pourcentage par rapport au mois de septembre 2024. Avec un taux d'activité de 81% (sur une population active comprise entre 16 et 74 ans), l'Islande compte environ 235 700 actifs.

## Impact des dépenses d'investissement des data centers islandais sur la balance commerciale.

La Banque centrale islandaise s'attend à une augmentation importante du déficit de la balance courante du pays en 2025, prévu à 3,4% pour 2025 contre 2,6% en 2024. Les investissements des data centers islandais jouent un rôle important, avec des commandes de matériel informatique de grande ampleur qui devraient représenter 140 Mds ISK (979 M€),

soit 2,8% du PIB de l'année, selon les prévisions de la banque centrale. Les centres de données représentent un peu plus de 3% des ventes de *Landsvirkjun*, le producteur national d'électricité islandais.

## La valeur totale des pêches islandaises pour 2024 estimée à 171 Mds ISK (1,2 Md €).

Selon les données de l'institut islandais des statistiques, le volume total des pêches islandaises pour 2024 était de 994 000 tonnes, un chiffre en baisse de 23% par rapport à l'année 2023. Cette baisse est principalement due à l'impossibilité cette année de pêcher le capelan, aucun quota n'ayant été émis pour la pêche de cette espèce. La valeur totale des pêches islandaises sur 2024 est estimée à 171 Mds ISK (1,2 Md €), soit une baisse de 13% d'une année sur l'autre. La valeur des pêches pélagiques (bancs de poissons proches de la surface) recule de 50%, en répercussion de l'absence de pêche au capelan cette année ; et celle des pêches démersales (plus proches du fond de l'océan) augmente de 2%.

## Production fortement réduite chez *Norðurál* après une panne majeure.

Une panne survenue le 21 octobre dans l'usine d'aluminium *Norðurál* à Grundartangi réduit la capacité de production de l'entreprise de deux tiers pendant plusieurs mois. L'usine, propriété du groupe international *Century Aluminium*, emploie 675 personnes et a produit 308 000 tonnes d'aluminium en 2024. La valeur totale des exportations de *Norðurál* a dépassé 109 Mds ISK (762,5 M €) en 2024, soit 11,4 % des exportations totales de l'Islande. Compte tenu de la durée prévue des réparations, la baisse de production soulève des inquiétudes pour l'entreprise et l'économie islandaise.

# Norvège

## Présentation du projet de loi de finances 2026.

Le ministre des Finances Jens Stoltenberg a présenté au *Storting* le 15 octobre le projet de loi de finances 2026. L'équilibre budgétaire se dégrade légèrement : l'excédent budgétaire est prévu à 10% (contre 11,8% en 2025), tandis que le déficit budgétaire, hors recettes d'hydrocarbures, devrait atteindre 10,8% (contre 9,9% en 2025). Cette situation est due à une légère diminution de 0,5% des recettes et à une augmentation de 4,6% des dépenses. Le déficit structurel, hors recettes pétro-gazières, sera financé comme il est d'usage par le Fonds souverain, à hauteur de 2,8% de son encours (contre 2,7% en 2025).

## Un budget 2026 orienté vers le soutien à la croissance.

Dans un contexte de politique monétaire conservatrice (le taux directeur s'établit à 4%), le gouvernement travailliste, reconduit après les élections législatives de septembre, affirme ses priorités en faveur de la croissance : réduction de l'impôt sur le revenu, plafonnement du prix de l'électricité pour les ménages, augmentation des budgets des municipalités, hausse du budget de la défense, augmentation des dépenses de sécurité sociale, soutien au marché de l'emploi. Les économies portent sur la réduction des avantages fiscaux sur les véhicules électriques (suppression en 2027), l'augmentation des taxes carbone ou encore la réduction du soutien aux entreprises.

## Augmentation du budget de la défense.

Le poids du budget du ministère de la Défense continue d'augmenter (15 Mds€, soit 3,4% du PIB en 2026). Néanmoins un tiers du budget (5 Mds€, 1,1% du PIB) est consacré au programme *Nansen* de soutien à l'Ukraine. Le budget militaire devrait atteindre 10 Mds€ (+358 M€ par rapport à 2025), soit 2,3% du PIB.

## Débats au Parlement sur la loi de finances.

D'intenses débats ont lieu au *Storting*, où le Parti du centre, allié du Gouvernement, s'est opposé à lui concernant la suppression de la gratuité des *ferries* et l'annulation des dettes étudiantes pour les jeunes diplômés des régions périphériques. Bien que le Parti travailliste ait accédé aux doléances du Parti du centre, ce dernier entend toujours peser sur les

négociations budgétaires. La fiscalité, l'énergie et le climat sont identifiés comme des sujets de friction dans le cadre de ces négociations.

## Vers de possibles achats de quotas d'émissions carbone.

Le ministre du Climat et de l'Environnement norvégien, Andreas Bjelland Eriksen, a évoqué le 21 octobre la possibilité d'achat de quotas d'émissions de CO2 en dehors de l'UE dans une réponse à une question parlementaire. Cette éventualité permettrait à la Norvège d'atteindre les objectifs climatiques fixés pour 2035. La Norvège s'est engagée à atteindre un objectif climatique plus ambitieux (entre -70% et -75% d'émissions par rapport à 1990) que les pays de l'UE (entre -66,25% et -72,5% d'émissions) au titre de l'accord de Paris de 2015. Le décalage entre les objectifs norvégiens et européens pourrait s'avérer très coûteux pour le Royaume tout comme pour l'industrie norvégienne, estime le Parti du centre et le Parti du progrès.

## Souhait du ministre Stoltenberg de réviser le cadre éthique du Fonds souverain.

Lors d'une allocution devant le Parlement le 23 octobre, le ministre des Finances Jens Stoltenberg a annoncé son intention d'engager une révision du cadre éthique du *Government Pension Fund Global* (GPF). Le Ministre vise deux catégories d'investissements. La première concerne les groupes industriels (*Airbus, Boeing, BAE Systems*...) exclus au titre de leur participation à la chaîne de fabrication des armes nucléaires, M. Stoltenberg estimant paradoxal que la Norvège achète des équipements à des entreprises sans pouvoir investir dans celles-ci. La seconde concerne l'éventuelle exclusion des grands groupes numériques internationaux (*Microsoft, Amazon, Alphabet*...) au titre de leur participation à certaines guerres, alors même que ces multinationales sont omniprésentes dans l'économie technologique (cette préoccupation fait suite à l'exclusion de 28 entreprises israéliennes).

## **Accord sur les quotas de pêche de hareng et de merlan bleu.**

Le 21 octobre, la Norvège, le Royaume-Uni, l'Islande, les îles Féroé et la Russie ont conclu un accord sur les quotas de hareng pour l'année 2026 : le volume total alloué s'élève à 533 914 tonnes, représentant une hausse de 33% par rapport à 2025. Parallèlement, lors des négociations sur le merlan bleu, organisées les 22 et 23 octobre, la Norvège, les îles Féroé, l'UE, le Royaume-Uni et l'Islande ont fixé un quota total de 851 344 tonnes pour 2026, correspondant à une réduction de 41 % par rapport à 2025. Les deux accords sont en conformité avec les avis scientifiques du Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM).

## **Nouveaux investissements publics dans l'archipel du Svalbard.**

Le projet de loi de finances 2026 prévoit une augmentation du budget à destination du Svalbard de 8,5 M€. Les investissements programmés ont pour objectif de renforcer le tissu économique et la sécurité de l'archipel. Ils doivent financer l'aide à l'installation des familles, le nettoyage des mines de charbon désaffectées, l'autosuffisance énergétique, la recherche, ainsi que le contrôle de la Norvège sur les îles. L'archipel abrite le *Svalbard Global Seed Vault*, une réserve mondiale de semences. 18 000 échantillons supplémentaires ont récemment été déposés dans la chambre forte, en provenance du Maroc, de Tanzanie, d'Equateur, du Pérou et des Philippines.

## **Transposition de la directive européenne Réseau transeuropéen de transport (RTE- T).**

Trente-huit nouvelles directives européennes ont été transposées en Norvège au titre de l'accord sur l'Espace économique européen (EEE). Parmi elles figure le règlement de 2024 relatif aux orientations pour le développement du réseau transeuropéen de transport (RTE-T). Ce texte établit des exigences harmonisées en matière de normes, de qualité et de sécurité pour les infrastructures de transport, dont les routes nationales, les lignes ferroviaires, les ports et les aéroports. Il définit un calendrier pour la mise en œuvre de ces exigences et la localisation de corridors stratégiques. Ces orientations sont alignées sur le Plan national de transport 2025-2036 de la Norvège.

## **Procédure contre l'État norvégien par l'Autorité de surveillance de l'AELE dans le transport ferroviaire.**

L'Autorité de surveillance de l'AELE (ESA) estime que la Norvège a dérogé aux règles de la concurrence en attribuant à la société ferroviaire nationale Vy un contrat temporaire de deux ans pour être l'opérateur de plusieurs lignes du sud du pays, sans organiser d'appel d'offres. Ces lignes sont actuellement opérées par le Britannique *Go-Ahead Norway*, depuis un appel d'offres remporté en 2018. Le ministre des transports Jon-Ivar Nygård a réagi à cette procédure : « *Nous pensons avoir respecté les règles et répondrons à l'ESA dans les délais impartis* ».

# Suède

## Le Premier ministre relance le débat sur l'euro.

Plus de vingt ans après le dernier référendum sur la question de l'adoption de la monnaie européenne, Ulf Kristersson (Modérés), s'est déclaré favorable à la relance du débat. En 2003, 56,1% de la population s'était opposée à l'adoption de l'euro. L'annonce du chef du gouvernement a suscité des réactions diverses au sein de la coalition. Si la dirigeante du parti libéral Simona Mohamsson a appelé à soutenir l'adhésion à la monnaie européenne dans le prochain accord de coalition, les Chrétiens-démocrates et le parti d'extrême-droite, les Démocrates de Suède, y sont opposés. Le groupe de réflexion *Oikos* (proche du parti d'extrême-droite) a vivement critiqué la relance du débat sur l'adoption de l'euro, considérant que cette décision compromettrait la souveraineté monétaire et fiscale de la Suède. La ministre des Finances Elisabeth Svantesson (Modérés) a soutenu la décision de son parti de demander une commission d'enquête sur les avantages et inconvénients d'un tel changement.

## La Suède et l'Ukraine annoncent la signature d'une lettre d'intention pour l'achat de 100 à 150 avions de chasse JAS 39 Gripen E.

Construits par SAAB, les premières livraisons pourraient avoir lieu d'ici trois ans. Selon le Premier ministre Ulf Kristersson, un travail important reste à accomplir concernant le financement afin de pouvoir avancer vers un accord final. Depuis leur mise en service en 1996, SAAB aurait produit environ 300 appareils de type *Gripen*.

## Le PIB augmente de 2,4% au troisième trimestre 2025 en glissement annuel.

Cette hausse trimestrielle (+2,4% en glissement annuel) s'explique principalement par la forte croissance enregistrée au mois d'août. Selon l'institut statistique SCB, sur l'ensemble du troisième trimestre, le PIB a ainsi augmenté de 1,1 % par rapport au trimestre précédent.

## Premiers tests pour le projet de métro reliant Malmö à Copenhague.

Les premiers forages d'essai ont commencé à Malmö dans le cadre

du projet d'intégration du réseau métropolitain de Copenhague à une nouvelle ligne dans la ville suédoise. Cette ligne réduirait le temps de trajet actuel de 40 à 20 minutes. Cette initiative est considérée comme cruciale pour réduire la congestion sur le pont de l'Øresund qui relie les deux villes, en particulier compte tenu de l'augmentation prévue du trafic de marchandises après l'ouverture du tunnel du *Fehmarnbelt* en 2029. Ce projet de métro n'a toutefois pas encore été avalisé par les gouvernements suédois et danois. Le coût total est estimé à plus de 60 MdsSEK (5,5 Mds€), avec un financement provenant de la vente de billets, de contributions régionales et du soutien de l'UE.

## Plus de voitures électriques vendues dans les villes que dans les zones rurales en 2025 en raison d'un déficit d'infrastructures de recharge.

Selon un rapport d'EY, si l'électrification du parc automobile progresse à un rythme soutenu dans l'ensemble des pays de la zone nordique, les véhicules électriques représentent une part des ventes de voitures neuves bien moindre en Suède (35%) qu'en Norvège (95%) ou au Danemark (65%). En outre, l'électrification en Suède est fortement concentrée dans les zones urbaines. 60% des véhicules vendus depuis début 2025 sont immatriculés dans les régions de Stockholm et Göteborg, contre uniquement 3% dans les zones rurales. La réduction des taxes sur l'essence et le diesel et la hausse du coût de l'électricité ont également un impact sur les ventes de véhicules électriques. Seuls 22% des Suédois déclarent qu'ils investiront dans une voiture électrique pour leur prochain achat de véhicule.

## Les cofondateurs de Spotify s'associent pour créer une entreprise spécialisée dans la défense civile basée sur l'IA.

Daniel Ek et Martin Lorentzon ont lancé *T-Unit*, leur première entreprise commune depuis *Spotify* en 2006. Cette nouvelle société souhaite développer une plateforme basée sur l'IA pour contrer et gérer les menaces militaires et climatiques. Celle-ci permettra de réaliser des simulations et de tester différents scénarios pour améliorer les systèmes d'alerte. Daniel Ek, qui quittera son

poste de PDG de Spotify à la fin de l'année (mais restera président exécutif), a déjà investi dans les technologies de défense, notamment en acquérant des participations importantes dans l'entreprise allemande de défense *Helsing* et en s'impliquant dans *Skansen Technologies*. Il détient 40% du capital de *T-Unit* par l'intermédiaire de sa société d'investissement *Prima Materia*, tandis que Martin Lorentzon détient 30 % via la société *Rosello*. Fredrik Torp, ancien responsable de la sécurité chez *Vattenfall*, en est le PDG.

**EQT veut porter à 250 Mds € ses investissements en Europe dans les cinq prochaines années.** Le fonds d'investissement suédois, qui gère 267 Md€ d'actifs sous gestion, a annoncé son intention d'investir 250 Mds € en Europe afin d'égaliser son exposition sur le marché américain d'ici 2030. Au cours des cinq dernières années, *EQT* avait investi 120 Mds € dans des entreprises européennes. Selon le PDG, Per Franzén, la mise en place d'une industrie technologique de pointe en Europe est devenue une exigence d'ordre géopolitique.

**Klarna réclame 77,5 Mds SEK (7,1 Mds €) à Google pour abus de position dominante dans l'affaire Pricerunner.** Le procès opposant le comparateur de prix suédois *Pricerunner*, (racheté par *Klarna* en 2021) et *Google* s'est ouvert à Stockholm le 20 octobre. Le moteur de recherche américain est accusé de favoriser son propre service de comparaison de prix, *Google Shopping*, par rapport aux services concurrents, comme *Pricerunner*. L'entreprise suédoise dénonce un abus de position dominante qui se serait poursuivi depuis 2017, date à laquelle la Commission européenne avait pourtant infligé une amende de 2,42 Mds € à l'entreprise américaine. *Pricerunner* réclame 77,5 Mds SEK (7,1 Mds €) de dommages et intérêts pour la perte de revenus causée par *Google*. Sur la vingtaine de procès intentés par divers comparateurs de prix européens contre *Google*, une seule affaire a été tranchée. Le site français *Acheter Moins Cher* (AMC) a ainsi obtenu 2,2 M€ (contre 266 M€ réclamés) de dommages et intérêts en 2025. *Google* a en outre été jugé coupable d'avoir favorisé ses propres services de technologies publicitaires au détriment de ceux de ses

concurrents, violant ainsi les règles de concurrence de l'UE, et s'est vu infliger à ce titre une amende de 2,95 Mds € en septembre 2025.

**L'usine d'acier vert de Stegra (ex H2 Green Steel) ferait face à des difficultés de financement et annonce un remaniement de sa gouvernance.** Dans un communiqué du 13 octobre 2025, l'entreprise suédoise annonce son objectif de lever jusqu'à 975 M€ de financement supplémentaire pour la construction de son usine de production d'acier vert à Boden (nord de la Suède). Le besoin de financement est passé de 500 M€ en juillet 2025 à 1,5 Mds€. Le 20 octobre, le président du conseil d'administration, Harald Mix, a par ailleurs annoncé sa démission (tout en restant membre du conseil et l'un des principaux actionnaires de la société via notamment les sociétés de capital-risque *Vargas* et *Altora*). Deux autres membres du conseil ont quitté leur poste, signe d'un remaniement de gouvernance en pleine tension financière. Ces difficultés alimentent les inquiétudes des investisseurs sur la capacité de *Stegra* de mener à bien son projet dans les délais et budgets envisagés. Le PDG, Henrik Henriksson, a affirmé que plus de 60% du projet était achevé. Ebba Busch, ministre de l'Énergie, du Commerce et de l'Industrie, a pour sa part réaffirmé sa confiance dans la viabilité du projet.

**Oatly en difficulté aux États-Unis après des années de croissance.** Les ventes de lait végétal aux États-Unis ont baissé de 5 % l'an dernier pour atteindre 2,8 Mds USD, tandis que les ventes de lait animal ont augmenté de 1 %, selon le groupe professionnel *Good Food Institute*. Le directeur général du groupe *Oatly* attribue le recul des ventes de boissons à base d'avoine au *greenwashing* et à un sentiment de rejet des consommateurs vis-à-vis des discours pessimistes sur le changement climatique. Présente depuis 2010 aux États-Unis, l'entreprise suédoise cotée à New York a vu sa croissance ralentir, notamment en lien avec des problèmes de production qui ont permis à ses concurrents de gagner des parts de marché. Depuis quatre ans, *Oatly* a accumulé des pertes avant impôts de plus de 1,2 Md USD. La valorisation boursière de la société a fondu de 97 %, passant de 10 Mds USD en 2021 lors de son introduction à New York à 411 M USD en 2025.



# Indicateurs économiques des pays nordiques

*Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):*

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,2	0,5
Danemark	1,5	1,8	3,7	-1,3	1,3
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,0	-0,4
Norvège <sup>1</sup>	3,2	0,1	2,1	0,1	0,8
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,2	0,6
Islande	9	5,6	-0,7	2,9	-0,7

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

<sup>1</sup> Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

*Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)<sup>2</sup>:*

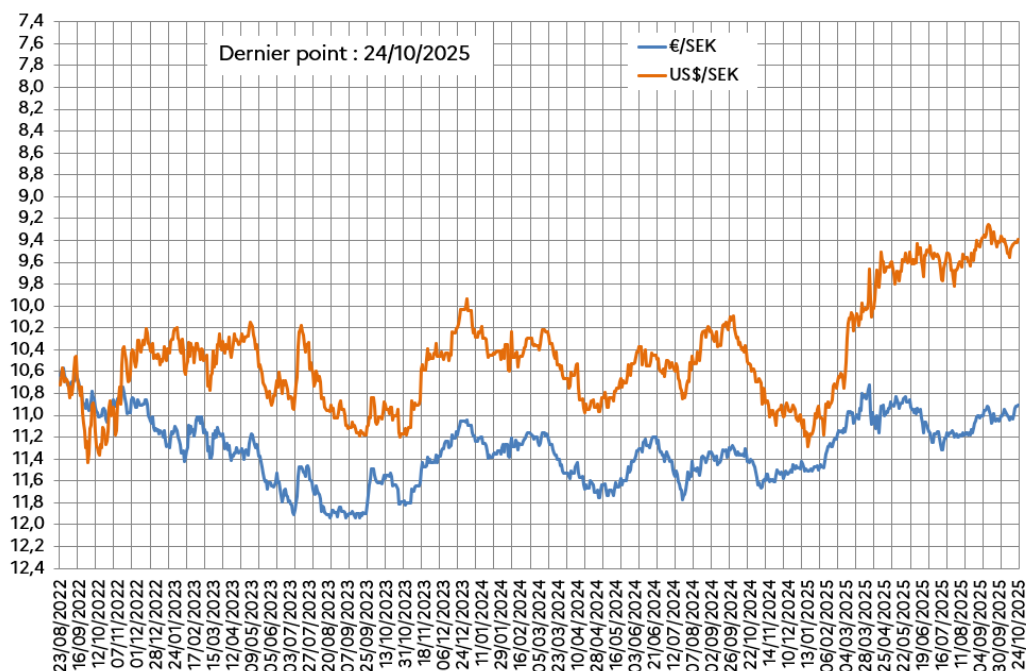
	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,9	0,4
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7	1,7
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6	0,4
Norvège	5,8	5,5	3,2	2,8	2,8
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2	4

Sources : [OCDE](#)

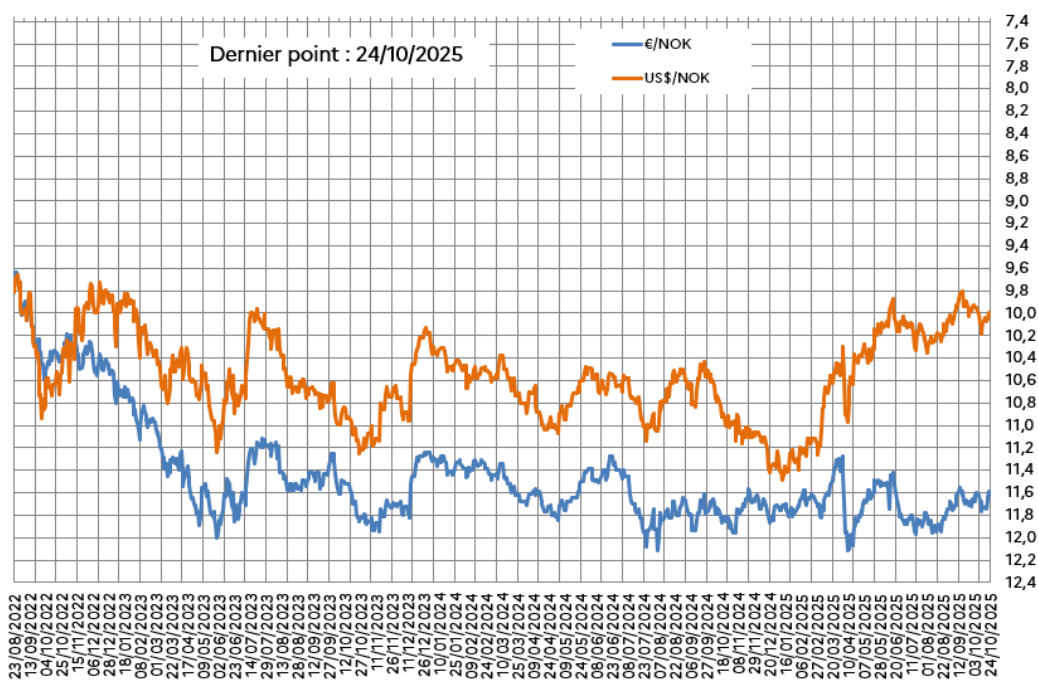
<sup>2</sup> L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.  
\*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

# Évolution des taux de change

## Couronne suédoise



## Couronne norvégienne



La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny [olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr](mailto:olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, V. Brigodiot, S. Wihane-Marc), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson, A. Trocme), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, S. Brel), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, B. Capron) et de l'Ambassade de France en Islande (N. Arlin, E. Piran).

Abonnez-vous : [juliette.picard@dgtrésor.gouv.fr](mailto:juliette.picard@dgtrésor.gouv.fr)